



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

Ambassade de France au Pakistan
Service économique d'Islamabad

Islamabad, le 11 novembre 2022

Rédacteur : Laurent Chopiton

Pakistan : Veille économique du 11/11/2022

Le Pakistan au cœur des échanges sur les pertes et préjudices et la « justice climatique » à la COP27 de Charm-el-Cheikh.

Publication du dernier rapport pays de la banque mondiale sur le climat et le développement.

Le ministre des finances pakistanais annonce avoir sécurisé 13-14 Mds USD de soutien financier auprès de la Chine et de l'Arabie saoudite.

Fluctuations des réserves de change et nouvelles mesures de contrôles introduites par la State Bank of Pakistan.

Réserves du FMI suite à l'annonce de nouvelles dépenses pour l'exercice budgétaire 2022-2023.

Le Pakistan au cœur des échanges sur les pertes et préjudices et la « justice climatique » à la COP27 de Charm-el-Cheikh.

Suite aux inondations qui ont frappé le pays (1730 morts, 33 millions de personnes touchées et plus de 8 millions de personnes déplacées, pour des pertes et des dégâts économiques qui se chiffrent à 30 Mds USD), le Pakistan était au cœur des débats de la COP 27 qui se tient actuellement à Charm-el-Cheikh, le Premier ministre Shehbaz Sharif coprésidant une table ronde avec la Norvège sur le thème du « Changement climatique et soutenabilité des communautés vulnérables » et participant à la session « Intensifier l'action et le soutien en matière de pertes et dommages - Bouclier mondial contre les risques climatiques », occasion pour le Pakistan de contribuer au débat sur la compensation financière réclamée par les pays les plus pauvres pour les « pertes et préjudices » déjà subis en raison du réchauffement et officiellement inscrit à l'agenda de la COP27.

Le Secrétaire général des Nations Unies a à nouveau appelé à revoir la façon dont le système financier international fonctionne et créer les conditions d'un mécanisme d'allègement de dette pour les pays à revenus moyens touchés par des catastrophes naturelles de l'ampleur de celles connues par le Pakistan.

Publication du dernier rapport pays de la banque mondiale sur le climat et le développement

Dans son dernier rapport "Country Climate and Development Report (CCDR) for Pakistan", la Banque mondiale anticipe que la combinaison d'événements climatiques extrêmes, la dégradation de l'environnement et de la pollution de l'air devraient réduire le PIB du Pakistan d'au moins 18 à 20 % d'ici 2050, ce qui freinera les progrès en matière de développement économique et de réduction de la pauvreté.

D'après le rapport, le total des investissements nécessaires pour une réponse globale aux défis climatiques et de développement du Pakistan s'élève à environ 348 Mds USD jusqu'à 2030, soit 10,7 % du PIB cumulé pour la même période, dont 152 Mds USD pour l'adaptation et la résilience aux changements climatiques et 196 Mds pour la décarbonation de son économie.

Le ministre des finances pakistanais annonce avoir sécurisé 13-14 Mds USD de soutien financier auprès de la Chine et de l'Arabie saoudite.

Alors que le Pakistan traverse une crise économique et financière, les autorités multiplient les démarches auprès des principaux partenaires pour obtenir un soutien financier.

Le ministre des finances, Ishaq Dar, a ainsi annoncé que la Chine et l'Arabie saoudite fourniraient 13 Mds USD supplémentaires au Pakistan pour soutenir l'économie au cours de l'exercice budgétaire 2022-2023, dont 8,7 Mds USD pour la Chine sous forme de refinancement de prêts souverains et commerciaux et d'un accord de swap de devises, et 4,2 Mds USD pour l'Arabie saoudite sous forme de dépôts en banque centrale (3 Mds USD) et d'une facilité de paiement différé pour les importations de pétrole (1,2 Mds USD).

Par ailleurs, le ministre des finances a effectué cette semaine un déplacement aux Emirats arabes-unis pour rencontrer les représentants de fonds d'investissements, ADQ et IHC, et discuter d'un soutien financier, notamment de prises de participation minoritaires dans des entreprises d'Etat.

Enfin, la visite du prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, au Pakistan le 21 novembre prochain pourrait s'accompagner d'annonces supplémentaires d'investissements, notamment la construction d'une raffinerie et d'un complexe pétrochimique dans le port de Gwadar pour un montant total d'investissement de 12 Mds USD.

Fluctuations des réserves de change et nouvelles mesures de contrôles introduites par la State Bank of Pakistan.

Malgré la multiplication des annonces de plans de soutien financier et de refinancement des prêts visant à réduire la charge pesant sur l'économie de la République islamique qui a besoin de renforcer ses réserves de change, les réserves de la banque centrale ont connu une baisse soudaine cette semaine correspondant aux échéances de remboursement de prêts commerciaux : après avoir enregistré fin octobre une hausse de 1,5 Mds correspondant à l'octroi d'un prêt de la Banque asiatique de développement, les réserves ont baissé de 956 M

USD et s'élevaient actuellement à 7,95 Mds USD (soit 1,5 mois d'importation), selon les dernières données publiées par la State Bank of Pakistan.

Dans ce contexte, la banque centrale a annoncé qu'elle réduisait de 50 % les plafonds de transport d'espèces en devises étrangères avec effet immédiat. Les individus majeurs pourront transporter l'équivalent de 5000 USD par visite et le plafond annuel est abaissé à 30 000 USD. La SBP introduit également un plafond annuel de 30 000 USD pour les transactions internationales sur les cartes de crédit/débit.

Réserves du FMI suite à l'annonce de nouvelles dépenses pour l'exercice budgétaire 2022-2023.

Le Ministre des finances a récemment annoncé de nouvelles dépenses pour faire face aux conséquences des inondations pour les secteurs économiques les plus touchés, avec la mise en place d'un plan de soutien aux agriculteurs (1,8 Mds PKR – 8 M USD) et de subventions pour les tarifs électriques d'industries exportatrices (coût estimé à 110 Mds PKR – 55 M USD).

De son côté, le Fonds monétaire international a fait connaître ses réserves sur ces nouvelles dépenses qui sont contraires à l'esprit et aux recommandations du programme en cours dans le cadre de la Facilité de crédit élargie et aux objectifs de dégager un excédent primaire de 0,3% du PIB, et a appelé à la mise en place de nouvelles taxes (mini-budget) qui viendraient compenser ces nouvelles dépenses. Ces discussions ont lieu alors que la 9^{ème} revue du programme FMI qui devait se tenir début novembre a été reportée à une date inconnue.